



**Inventaire des Zones Humides
Compte-rendu du comité territorial « LIGNON »
05 février 2013**

Personnes présentes

PERROT Jean-Michel – ONEMA 42
MAZODIER Julien - SYMILAV
LORENZINI Nicolas – LPO Loire
MARTEIL Fred – SYMILAV
CSAKVARY Alain – CRPF
DE VILLELE Xavier – SYMILAV
GUENEAU Sandrine - Fédération départementale de la Chasse 42
DURIS Bernard – Comité départemental de Randonnée Pédestre
VERGIAT Pierre - Chambre d'agriculture de la Loire
ARCOS Murielle - Conseil Général de la Loire
BROSSE Chantal - Chambre d'agriculture de la Loire
FRECON Laurent - Chambre d'agriculture de la Loire
ULMER André – FRAPNA Loire
DUCHE Julien – Vice-président - SYMILAV
WEBER Alix - CESAME
BELLOC Angélique – CESAME
FARGIER Julie – Conseil Général de la Loire
BILLAUD Fabien – Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

Personnes Excusées

GOUX Mylène – ONF
FDAAPPMA 42
PENAUD François – Agence de l'Eau Loire-Bretagne
MARTINET Alain - REGION Rhône-Alpes
CARRIO Jean-Luc – DREAL Rhône-Alpes
DIENG Marie-France - CCI de Saint Etienne - Montbrison



Contexte :

Le Conseil général de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE a validé la démarche d'inventaire en juin 2012. Celle-ci prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux qui se réuniront chacun à 2 reprises au cours de l'inventaire (fin de l'étude prévue en 2014).

La présentation se déroule en trois temps :

Julie FARGIER (CG42) présente le contexte de l'étude, les objectifs et la gouvernance ;
Fabien BILLAUD (CEN RA) présente une définition des zones humides ;
Angélique BELLOC (CESAME) présente la méthodologie de l'étude et le calendrier.

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Conseil général de la Loire : <http://www.loire.fr/> et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

Les réactions :*En lien avec la connaissance préalable sur le territoire :*

Le SYMILAV rappelle que leur premier inventaire portait jusqu'à 1000m². Sur les cartographies présentées, les données sur les Hautes-chaumes ont été oubliées. Cette connaissance ne sera pas à nouveau soumise à validation.

D'une manière générale :

Le Conseil Général rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides supérieures à 1 hectare. En complément, le Conseil général soutient financièrement depuis 2013 les syndicats de rivières qui souhaiteraient réaliser un inventaire des zones humides <1ha.

Il est rappelé que la réglementation sur les zones humides s'applique, inventaire ou non. Néanmoins, la présence dans l'inventaire d'une zone humide renforcera sa prise en compte notamment dans les documents d'urbanisme (PLU,...). La cartographie qui résultera de l'inventaire n'a pas valeur de délimitation réglementaire ; si des aménagements sont prévus sur des zones humides, les services de l'État demanderont une délimitation plus précise au pétitionnaire (critères végétation et sol).

Pour être précis, les activités ou travaux d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblaiement de zone humide sont soumis à déclaration de 0.1ha à 1ha. Ils sont soumis à autorisation au dessus du seuil d'1ha. Tout projet concerné par cette législation doit constituer un dossier d'étude d'incidences. C'est un document administratif qui contraint le porteur d'un projet à évaluer les conséquences négatives de son projet sur l'environnement afin de proposer les mesures aptes à les prévenir. Dans cette étude figurent un état initial du site et de son environnement, une description du projet, une analyse des conséquences prévisibles de ce projet, ainsi que des propositions de mesures visant à éviter, réduire voire compenser les

atteintes environnementales. Cette étude est soumise à l'avis des différents établissements publics et administrations concernés.

L'inventaire ne sera pas figé, il continuera à évoluer en lien avec la connaissance sur ces milieux.

Les zones humides <1ha ne feront pas l'objet de prospection dans le cadre de cet inventaire départemental, cependant, la connaissance disponible sera valorisée. Au final une seule base réunira les ZH > et < 1ha. Sur les documents cartographiques, un jeu de couleur permettra de faire la différence.

En lien avec les PLU :

La FRAPNA rappelle qu'il n'y a pas de seuil de surface pour la prise en compte de cet enjeu dans les documents d'urbanisme.

L'intégration des zones humides dans les PLU est fortement préconisée par le SAGE. Par conséquent, l'inventaire départemental apporte une information « gratuite » (mais partielle) aux collectivités.

Le rendu de l'inventaire sera au 25 000^e, la cartographie sera imprécise pour les PLU, mais suffisante. Dans tous les cas, la cartographie de l'inventaire n'est qu'un outil d'information, et d'alerte pour inciter la délimitation précise en cas de projet. La délimitation précise restera indispensable en cas de projet et pourra s'avérer nécessaire dans certains secteurs lors de l'élaboration du zonage du PLU (ex : zone à urbaniser pressentie située en toute ou partie dans une enveloppe cartographiée comme zone humide dans le cadre de l'inventaire). De plus, il est rappelé que les communes doivent aller plus loin sur la connaissance pour intégrer également les ZH<1ha.

L'inventaire pourra engendrer une contrainte forte pour l'urbanisation.

Le CEN confirme que toutes les zones humides représentent un enjeu, et que certains territoires comme le Jarnossin, profitent de la dynamique actuelle pour se lancer dans un inventaire des zones humides <1ha.

En lien avec la communication :

CESAME précise que pour assurer la communication, une fiche d'information sera mise à disposition des communes pour un affichage en mairie, et qu'un article sera proposé pour rejoindre différents supports presses : paysans de la Loire, revue de la fédération de chasse, lettre des comités de développement, journaux intercommunaux (communauté de communes, syndicat de rivière...). Le CRPF propose qu'un article apparaisse dans la presse forestière.

Lorsque CESAME rencontre les exploitants sur le terrain, la personne prend le temps de rentrer en contact et d'expliquer la raison de sa présence ;

La chambre d'agriculture demande d'étudier la possibilité d'envoyer un mail directement aux agriculteurs. (par le biais de la DDT, par exemple ?)

En lien avec la période de consultation :

Les participants expriment leur souhait de voir un temps important laissé à la concertation pour avoir l'occasion de regarder les propositions dans le détail. CESAME répond que les cartes seront normalement mises à disposition au fur et à mesure des investigations, territoire par territoire, ce qui échelonnera les temps de consultation.

La FRAPNA s'interroge sur leur rôle dans cette étude. Le CEN leur propose d'être vigilant au niveau de patrimonialité affecté à chaque zone humide. (Champs prévus dans GWERN)

De plus, si la FRAPNA veut mettre à disposition ces connaissances (celles acquises avec fonds publics) en lien avec les zones humides y compris pour celles < 1ha, les données seront valorisées dans cette démarche d'inventaire.

La LPO s'interroge sur la conduite d'une restitution globale en sus des comités territoriaux. Ce type de réunion n'a pas été prévu, mais la LPO, comme tous les membres des comités, sera tenue informée des résultats en étant destinataire de l'ensemble des documents soumis à consultation : rapport d'étude, cartographies provisoires des zones humides à l'échelle communale... Cependant, une présentation rapide des résultats globaux de l'inventaire sera proposé au début des prochains comités territoriaux ;

En lien avec les activités agricoles :

La chambre d'agriculture fait état de ces besoins en terme de connaissance la plus précise possible sur les zones humides, y compris pour les zones humides <1ha. La « non exhaustivité » est donc gênante. L'ONEMA se tient à disposition des agriculteurs pour une visite de terrain préalable en cas de doute.

La Chambre d'agriculture rappelle l'importance que la profession soit bien représentée lors de ces comités (il manque par exemple les syndicats agricoles). Il est important de bien communiquer sur ce sujet délicat pour eux et également d'informer au plus près du terrain, notamment les agriculteurs. Bien informer également sur les conséquences de la présence d'une zone humide sur une exploitation agricole.

Le Conseil général précise que pour les 10 comités, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des Comités de développement agricoles ont été systématiquement invités. Il sera nécessaire de compléter l'information notamment pour les syndicats agricoles et dans la presse spécialisée (Paysans de la Loire). La Chambre précise qu'elle sera présente à tous les comités pour porter son message.

La Chambre d'agriculture exprime également son sentiment de double peine : lors d'urbanisation consommatrice de foncier agricole et de zones humides, les mesures compensatoires sur les zones humides se mettent en place à nouveau sur du foncier agricole. A cela s'ajoutent toutes les autres contraintes environnementales déjà existantes.

Enfin, la chambre constate la faible représentativité du monde économique au comité territorial.

En lien avec les ZHIEP et ZSGE :

Ces zonages, s'ils doivent exister, seront définis par le Préfet de département. La chambre d'agriculture s'interroge sur les conséquences de ce classement. Ce dispositif n'a jamais été mis en place en France. L'outil ZHIEP s'inscrit dans une démarche volontaire (type MAET), alors que l'outil ZSGE est plus lourd, pouvant aller jusqu'à des servitudes comme pour certain captage d'eau. Parallèlement aux démarches réglementaires, la préservation des zones humides peut également passer par des démarches contractuelles.

L'environnement/contexte de la zone humide sera un critère important, à priori les critères seront suffisamment renseignés et détaillés dans Gwern pour permettre la mise en œuvre du classement ZHIEP et ZSGE.